

## Beaucoup de femmes dans les hautes sphères des TIC au Burundi

PANA, 18 mai 2012 Bujumbura, Burundi - La ministre burundaise des Télécommunications, de l'Information et des Relations avec le Parlement, Mme Concilie Nibizi, s'est félicitée, vendredi, des positions importantes que les femmes du Burundi, parmi les élites intellectuelles, occupent actuellement dans le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Elle intervenait à l'occasion de la Journée mondiale des télécommunications et de la Société de l'information qui a été célébrée officiellement, vendredi, au Burundi, sous le thème général de "La place des femmes des jeunes filles dans le secteur des TIC".

Pour illustrer son propos, Mme Nibizi a commencé par elle-même qui est en charge du portefeuille ministériel des TIC depuis 2010. Ensuite, dans la nouvelle structure de son ministère, la direction de la politique et de la planification des TIC a été confiée à une femme. Par ailleurs, la direction administrative et financière de l'Agence de régulation et de contrôle des télécommunications (ARCT) est également pilotée par une femme, a encore relevé la ministre, avant d'allonger la liste par le secteur privé où la numéro deux de l'une des quatre grandes sociétés de téléphonie mobile est aussi une dame. Dans un autre registre, nombreux sont les Burundais qui ont célébré la journée des TIC dans la grogne contre le taux de pénétration des TIC encore faible et l'accès difficile aux services Internet à cause de la lenteur de connexion et son coût élevé à la minute. Le pays est en effet encore à un taux de pénétration de l'ordre de 5% de contre 58% pour le Rwanda voisin aux potentialités socio-économiques presque égales, selon une étude de la Chambre fédérale de commerce et d'industrie du Burundi qui met en cause les taxes et impôts en vigueur, surtout sur les consommables à l'importation. Le projet de fibre optique, qui doit rendre plus rapide la connexion Internet, tarde à se réaliser. L'état des lieux du moment se résume encore à quatre sociétés étrangères qui offrent des services d'Internet en même temps qu'elles exploitent la téléphonie mobile. Ces sociétés étrangères sont pour le moment en concurrence avec le seul Office national des télécommunications (ONATEL) qui exploite à la fois la téléphonie fixe, le mobile et Internet.